# “La France de Sarkozy est dans le viseur des Agences de notation financière”

12/11/2011 à 23h23

**Le moins que l’on puisse dire est que la Commission européenne, gardienne des Traités de l’Union, a été «mise de côté» depuis l’arrivée en mai 2007, de Nicolas Sarkozy au pouvoir en France. Ce dernier ne jure, dans tout ce qui concerne les politiques communautaires, que par le couple franco-allemand. C’est donc bien avant la bourrasque financière, qui frappe l’Europe depuis 2008, que le président français a choisi la «ségrégation» politique entre les Etats membres de l’UE.**

Manuel Barroso, le président de la Commission européenne n’avait plus droit de cité jusqu’à ce jeudi 10 novembre : il vient enfin, de reprendre le rôle que lui attribue le Traité européen, celui de «super intendant» de l’Union. Il a osé se libérer du diktat de Sarkozy et remettre en cause la gestion de l’économie française. Son commissaire en charge des Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn a annoncé, jeudi depuis Bruxelles, que le plan de rigueur annoncé, la semaine dernière, par le gouvernement français n’est pas crédible et a appelé la France à revoir sa copie pour plus de rigueur.

En d’autres termes, la Commission européenne ne croit pas aux annonces optimistes du gouvernement français pour 2012-2013 et met le pays sous surveillance. C’est comme cela que ça a commencé pour la Grèce, le Portugal, l’Espagne, l’Italie Cette Italie que Nicolas Sarkozy a jugée par un sourire moqueur adressé à la chancelière allemande, Angéla Merkel, lors d’une conférence de presse à l’issue du dernier Sommet du G20, tenu à Cannes. C’était, il y a une semaine. Cela n’arrive pas qu’aux autres, dit le proverbe : c’est au tour de la

France de Sarkozy d’être, désormais, dans le viseur des Agences de notation financière et à la merci des usuriers internationaux.

En ce même jeudi fatidique pour la France, l’Agence «Standard & Poor’s» a annoncé, par erreur, la dégradation du triple «A» de la France. Très vite, cette dernière a saisi la Commission européenne pour une enquête. Tient ? La Commission européenne est soudain devenue aux yeux de Sarkozy l’arbitre et le juge dans les dossiers sérieux de l’Union. Puisque c’en est ainsi, Sarkozy doit donc admettre que la Commission européenne dit vrai quand elle annonce 0,6 % de croissance pour 2012 en France au lieu des 2% déclarés par le gouvernement de François Fillon. [Lire la suite]

Le Quotidien d’Oran